Le GREAT Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 017 *" Réfléchir à changer "* Mai 2012

Les performances du Gouvernement

AFRO BAROMETRE

Editorial

Hier et probablement aujourd'hui encore, la sécurité alimentaire restait la préoccupation majeure des maliens qui percevaient plutôt mal (32%) voire très mal (46%) l'action gouvernementale en la matière.

Il y a donc trois ans, quatre maliens sur cinq estimaient que le gouvernement de l'époque ne faisait presque rien pour garantir aux populations l'autosuffisance alimentaire. L'action gouvernementale était également mal perçue dans les domaines de la lutte contre la corruption, de la gestion de l'économie et de la sécurité intérieure, de l'entretien des routes et des ponts ainsi que de la protection des eaux et forêts. Elle était encore plus mal perçue dans les domaines de l'approvisionnement en eau et électricité, de la création d'emploi et de la stabilité des prix. Les désapprobations davantage nettes du gouvernement touchaient également les questions d'amélioration des conditions de vie des pauvres ou de réduction du fossé entre riches et pauvres. Paradoxalement, l'opinion publique nationale reconnaissait au gouvernement ses efforts en matière d'éducation, de santé et de promotion de la femme.

Inverser aujourd'hui de telles tendances s'avère d'autant plus difficile que de nouveaux défis sont apparus. Toutefois, l'échec total signifierait le sommeil trop profond des acteurs, l'impossibilité de changer de cap et la complaisance dans le sous-développement et l'inefficience sur toute la ligne.

Massa Coulibaly

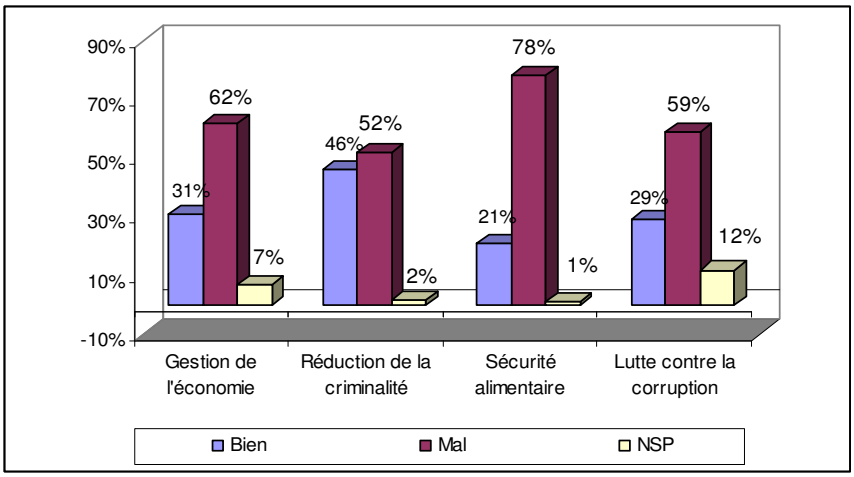
Introduction

L'enquête Afrobaromètre de décembre 2008 a demandé à un échantillon représentatif de maliens âgés de 18 ans et plus comment ils percevaient la manière dont le Gouvernement répond à un certain nombre de préoccupations dont la gouvernance et la gestion macroéconomique, les infrastructures et services sociaux de base, le chômage et l'inflation, la pauvreté et les inégalités.

1. Gouvernance et gestion macroéconomique

En matière de gestion de l'économie, la manière dont le Gouvernement répond aux préoccupations des populations est plutôt jugée mauvaise, avec 62% d'avis défavorables. Il en est de même pour la réduction de la criminalité (52%), la sécurité alimentaire (78%) et la lutte contre la corruption (59%).

Graphique 1. Perceptions populaires de la gouvernance globale

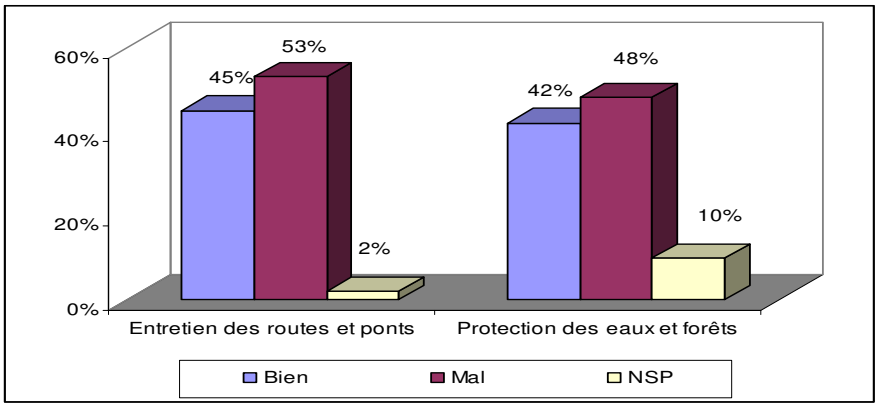


***Source** : Enquête Afrobaromètre, GREAT 2008*

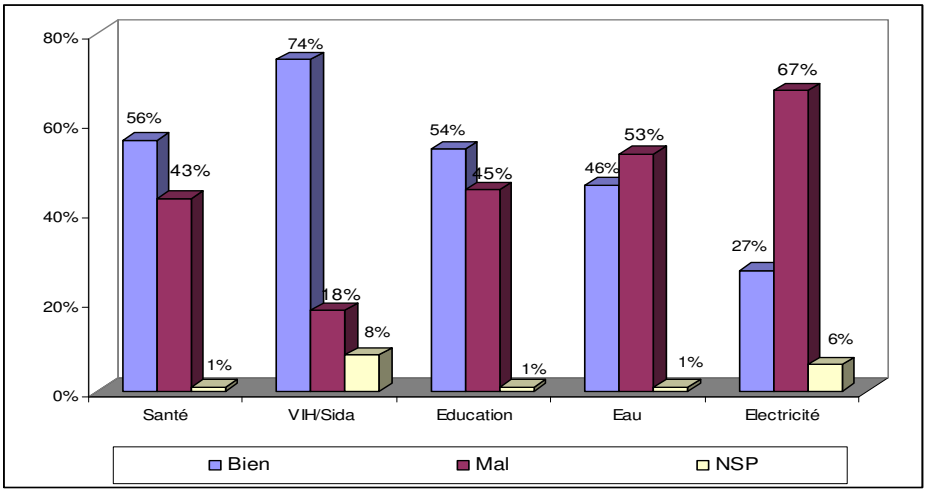
2. Infrastructures et services sociaux de base

Dans cette enquête, les infrastructures se ramènent à l'entretien des routes et des ponts et à la protection des eaux et forêts. Ce sont 53% respectivement 48% d'avis défavorables. Les services sociaux de base se réfèrent aux domaines de l'éducation, des fournitures d'eau et d'électricité, de santé et de lutte contre le VIH/Sida. Les avis sont partagés entre la satisfaction (en matière de santé surtout de lutte contre le VIH/Sida et d'éducation) et l'insatisfaction (pour ce qui est de l'accès à l'eau et à l'électricité).

Graphique 2. Perceptions populaires de la politique d'infrastructures



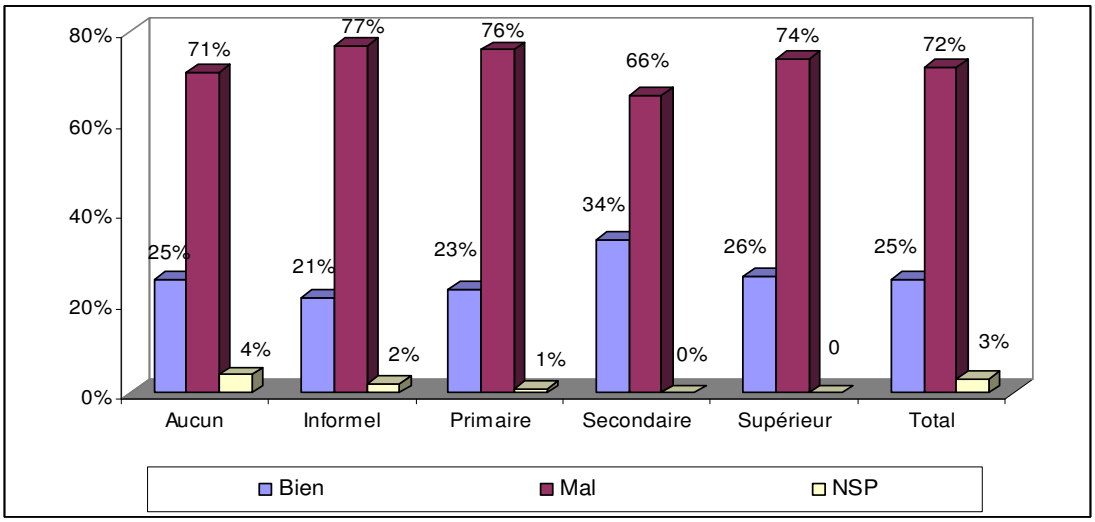
Graphique 3. Perceptions de la satisfaction des services sociaux



3. Chômage et inflation

Dans les domaines du chômage et de l'inflation, les répondants à cette enquête se sont prononcés sur la manière dont le Gouvernement agit en termes de création d'emplois et de stabilisation des prix, surtout des prix à la consommation mais aussi des prix au producteur en milieu rural. Plus de sept maliens sur dix estiment que le Gouvernement s'y prend mal en matière de création d'emplois, à raison de 33% très mal et de 39% plutôt mal.

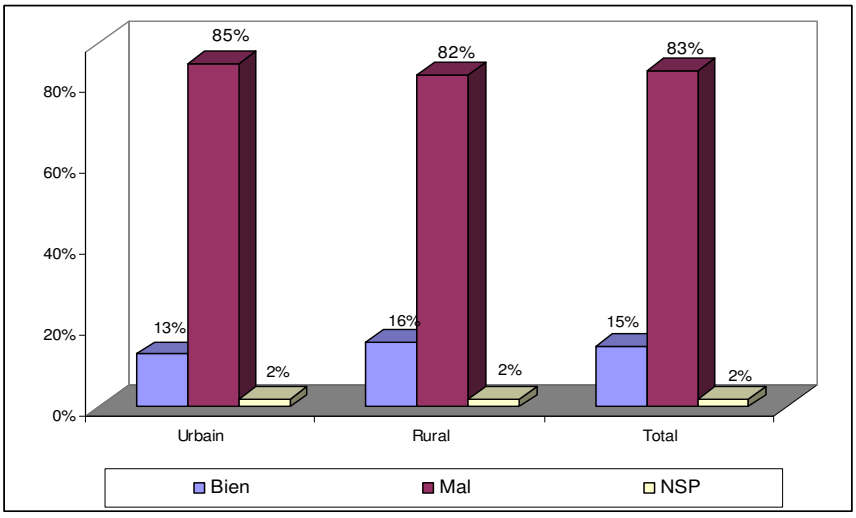
Graphique 4. Perceptions de la création d'emploi selon le niveau d'éducation



La moitié des maliens pensent que le Gouvernement performe très mal en matière de stabilité des prix, un autre tiers notant plutôt mal cette performance. Au total, plus de 4 maliens sur 5 (83%) jugent mal l'action publique en la matière.

Le jugement est légèrement plus sévère du côté des urbains, 85%, que de celui des ruraux, 82%. En effet, les urbains ont été plus touchés que les ruraux par les récentes hausses de prix à la consommation des denrées de première nécessité telles que le riz (27% d'augmentation de prix de 2007 à 2008), l'huile alimentaire (34%), la farine (20%), le lait (17%), sans compter la flambée des prix des hydrocarbures sur la même période. L'impact a pu être moindre en milieu rural à cause, d'une part de l'importance de l'autoconsommation dans la satisfaction des besoins alimentaires dans ce milieu et d'autre part de la hausse profitables des prix au producteur.

Graphique 5. Perceptions de la stabilité des prix selon le milieu



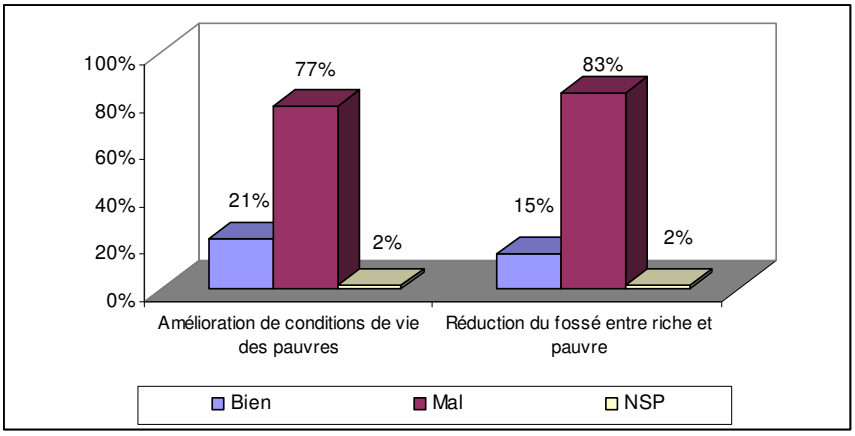
***Source** : Enquête Afrobaromètre, GREAT 2008*

4. Pauvreté et inégalités

La perception populaire est mesurée sur la réponse du Gouvernement quant à l'amélioration des conditions de vie des pauvres ainsi qu'à la réduction du fossé entre riche et pauvre au Mali. S'agissant des conditions de vie des pauvres, la réponse gouvernementale est très mal perçue (45%) ou plutôt mal perçue (32%), soit un score total de 77% d'opinion négative. Cette perception n'est pas significativement différente ni selon le sexe ni selon le milieu de résidence.

La non amélioration des conditions de vie des pauvres n'est pas forcément en contradiction avec le fait que la pauvreté de masse ait diminué entre 2001 et 2006 passant de 56% à 51%, soit une réduction de 5 points de pourcentage[1]. En 2001, la consommation du ménage le plus riche était à peu près 6 fois plus grande que celle du ménage le plus pauvre. Ce rapport était de 4 en milieu urbain et de 5 en milieu rural. En 2006, les rapports sont respectivement de 6 pour l'ensemble du pays, de 5 en milieu urbain et de 4 en milieu rural. Ces résultats sont confortés par l'enquête Afrobaromètre qui montre que pour 83% de la population, l'action publique ne conduit pas à une réduction du fossé entre riche et pauvre. Seulement 15% des répondants à l'enquête jugent plutôt bien (13%) ou très bien (2%) l'action publique en faveur de la réduction des inégalités.

Graphique 6. Perceptions de la pauvreté et des inégalités



[1] DNIS (2007): Tendances et déterminants de la pauvreté au Mali 2001 et 2006, Bamako septembre